

Table des matières

1. DROIT NATIONAL

1.1. Marchés publics

Bibliographie	1
Montants 2022-2023	2
Délais de mise en concurrence	3
Délais de conclusion du contrat	4
Modifications et négociations	5
Contentieux juridictionnel	8

1.1.1. Lois

17 juin 2016. – LOI relative aux marchés publics (<i>Mon. 14 juillet 2016</i>)	9
13 août 2011. – LOI relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité (<i>Mon. 1^{er} février 2012</i>)	86

1.1.2. Arrêtés

10 mars 1998. – ARRÊTÉ ROYAL organisant la Commission des marchés publics (<i>Mon. 27 mars 1998</i>)	104
14 mars 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux cautionnements collectifs concernant les marchés publics de travaux, de fournitures et de services (<i>Mon. 29 mars 2002</i>)	105
20 décembre 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la promotion de véhicules de transport routier propres et économes en énergie dans le cadre des marchés publics (<i>Mon. 24 décembre 2010</i>)	106
23 janvier 2012. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la passation des marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité (<i>Mon. 1^{er} février 2012</i>)	109
Tableau synoptique – Délais d'exécution	159
14 janvier 2013. – ARRÊTÉ ROYAL établissant les règles générales d'exécution des marchés publics (<i>Mon. 14 février 2013; Err. Mon. 26 mars 2013</i>)	165
3 avril 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'intervention du Conseil des Ministres, aux délégations de pouvoir et aux habilitations en matière de passation et d'exécution des marchés publics, des concours et des concessions au niveau fédéral (<i>Mon. 16 avril 2013</i>)	216
13 juillet 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux exigences d'efficacité énergétique dans le cadre de certains marchés publics et contrats de concession portant sur l'acquisition de produits, de services et de bâtiments (<i>Mon. 18 juillet 2014; Rect. Mon. 10 octobre 2014</i>)	220
Publicité de la commande	223

18 avril 2017. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques (<i>Mon. 9 mai 2017</i>)	224
18 juin 2017. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs spéciaux (<i>Mon. 23 juin 2017</i>)	268
22 décembre 2017. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux marchés publics fédéraux centralisés dans le cadre de la politique fédérale d'achats (<i>Mon. 16 janvier 2018</i>)	305
15 avril 2018. – ARRÊTÉ ROYAL désignant le point de référence en vue de collaborer avec la Commission européenne en matière de marchés publics et de contrats de concession (<i>Mon. 18 avril 2018</i>)	309

1.2. Concessions

17 juin 2016. – LOI relative aux contrats de concession (<i>Mon. 14 juillet 2016</i>)	310
25 juin 2017. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concession (<i>Mon. 29 juin 2017</i>)	341

1.3. Motivation et recours

17 juin 2013. – LOI relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions (extrait) (<i>Mon. 21 juin 2013</i>)	375
29 juillet 1991. – LOI relative à la motivation formelle des actes administratifs (<i>Mon. 12 septembre 1991</i>)	399

1.4. Agréation

Tableau synoptique – Agréation	401
20 mars 1991. – LOI organisant l'agréation d'entrepreneurs de travaux (<i>Mon. 6 avril 1991</i>)	401
26 septembre 1991. – ARRÊTÉ ROYAL fixant certaines mesures d'application de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agréation d'entrepreneurs de travaux (<i>Mon. 18 octobre 1991</i>)	408
27 septembre 1991. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL définissant le classement des travaux selon leur nature en catégories et sous-catégories relativement à l'agréation des entrepreneurs (<i>Mon. 18 octobre 1991</i>)	415
27 septembre 1991. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif aux documents à produire lors de demandes d'agréation, d'agréation provisoire, de transfert d'agréation ou de l'appréciation des preuves requises en application de l'article 3, alinéa 1 ^{er} , de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agréation d'entrepreneurs de travaux (<i>Mon. 18 octobre 1991</i>)	421

1.5. Travaux - Chantiers temporaires ou mobiles

6 avril 1960. – LOI concernant l'exécution de travaux de construction (extrait) (<i>Mon. 7 mai 1960</i>).....	423
4 août 1996. – LOI relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail (<i>Mon. 18 septembre 1996</i>).....	423
25 janvier 2001. – ARRÊTÉ ROYAL concernant les chantiers temporaires ou mobiles (<i>Mon. 7 février 2001; Err. Mon. 19 décembre 2001</i>).....	464

1.6. Textes fédéraux complémentaires

21 mars 1991. – LOI portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (extrait) (<i>Mon. 27 mars 1991</i>).....	498
--	-----

1.7. Dispositions pénales

8 juin 1867. – CODE PÉNAL (extrait) (<i>Mon. 9 juin 1867; Err. Mon. 5 octobre 1867</i>).....	504
--	-----

2. DROIT RÉGIONAL

2.1. Région wallonne

30 avril 2009. – DÉCRET du Parlement wallon relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et du Code wallon du logement (extrait) (<i>Mon. 26 mai 2009</i>).....	507
3 juillet 1984. – ARRÊTÉ de l'Exécutif régional wallon relatif à l'application du cahier des charges-type 300 pour les travaux d'infrastructure (<i>Mon. 20 mars 1985</i>).....	507
6 décembre 2006. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif aux modalités de publicité des marchés publics passés par les sociétés de logement de service public (<i>Mon. 19 décembre 2006</i>).....	508

2.2. Région de Bruxelles-Capitale

1 ^{er} juin 2006. – ORDONNANCE (du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale) visant à imposer des critères d'investissements socialement responsables aux marchés financiers de pouvoirs publics (<i>Mon. 4 juillet 2006</i>).....	509
8 mai 2014. – ORDONNANCE (du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale) relative à l'inclusion de clauses environnementales et éthiques dans les marchés publics (<i>Mon. 6 juin 2014</i>).....	509

8 mai 2014. – ORDONNANCE (du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale) relative à l'inclusion de clauses sociales dans les marchés publics (<i>Mon. 17 juin 2014</i>).....	514
3 avril 2014. – ORDONNANCE (du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale) portant création d'un Observatoire des prix de référence dans les marchés publics au sein du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 14 mai 2014</i>).....	518
22 avril 1999. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale imposant des clauses sociales lors de la passation de marchés publics dans le cadre de la réalisation d'investissements d'intérêt public (<i>Mon. 9 septembre 1999</i>).....	521

3. DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

3.1. Accord de Marrakech

15 avril 1994. – ACCORD sur les marchés publics conclu à Marrakech au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (<i>Mon. 23 janvier 1997</i>).....	522
--	-----

3.2. Directives

21 décembre 1989. – DIRECTIVE 89/665/CEE du Conseil portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à l'application des procédures de recours en matière de passation des marchés publics de fournitures et de travaux (<i>J.O. L 395, 30 décembre 1989</i>).....	539
24 juin 1992. – DIRECTIVE 92/57/CEE du Conseil concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles (<i>J.O. L 245, 26 août 1992</i>).....	547
13 juillet 2009. – DIRECTIVE 2009/81/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la coordination des procédures de passation de certains marchés de travaux, de fournitures et de services par des pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices dans les domaines de la défense et de la sécurité, et modifiant les directives 2004/17/CE et 2004/18/CE (<i>J.O. L 216, 20 août 2009</i>).....	552
16 février 2011. – DIRECTIVE 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales (<i>J.O. L 48, 23 février 2011; Rect. J.O. L 233, 30 août 2012</i>).....	598
26 février 2014. – DIRECTIVE 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil sur l'attribution de contrats de concession (<i>J.O. L 94, 28 mars 2014; Rect. J.O. L 114, 5 mai 2015; Rect. J.O. L 82, 26 mars 2018; Rect. J.O. L 186, 27 mai 2021</i>).....	606
26 février 2014. – DIRECTIVE 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE (<i>J.O. L 94, 28 mars 2014</i>).....	652

26 février 2014. – DIRECTIVE 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et abrogeant la directive 2004/17/CE (<i>J.O. L 94, 28 mars 2014</i>)	745
---	-----

3.3. Règlements UE

3 juin 1971. – RÈGLEMENT (Euratom, CEE) n° 1182/71 du Conseil portant détermination des règles applicables aux délais, aux dates et aux termes (<i>J.O. L 124, 8 juin 1971</i>)	832
11 novembre 2015. – RÈGLEMENT d'exécution (U.E.) 2015/1986 de la Commission établissant les formulaires standard pour la publication d'avis dans le cadre de la passation de marchés publics et abrogeant le règlement d'exécution (<i>J.O. L 296, 12 novembre 2015; Rect. J.O. L 172, 5 juillet 2017</i>)	833
5 janvier 2016. – RÈGLEMENT d'exécution (UE) n° 2016/7 de la Commission établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen (<i>J.O. L 3, 6 janvier 2016</i>)	834
31 juillet 2014. – Règlement (UE) n° 833/2014 du Conseil concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine (extrait) (<i>J.O. L 299, 31 juillet 2014</i>)	847

3.4. Décisions de l'Union européenne

10 octobre 2016. – DÉCISION d'exécution (U.E.) 2016/1804 de la Commission relative aux modalités d'application des articles 34 et 35 de la directive 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux [notifiée sous le numéro C(2016) 6351] (<i>J.O. L 275, 12 octobre 2016</i>)	849
---	-----

3.5. Convention des Nations Unies

31 octobre 2003. – CONVENTION des Nations Unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003 (<i>Mon. 18 novembre 2008</i>)	856
--	-----

4. DIVERS

2 décembre 1997. – CIRCULAIRE – Marchés publics – Liste des services visés à l'annexe 2 de la loi du 24 décembre 1993 (<i>Mon. 13 décembre 1997</i>)	878
--	-----

5. GLOSSAIRE

Glossaire	904
-----------------	-----

TABLE CHRONOLOGIQUE	915
----------------------------------	-----